

Allocution de S.E. M. Nandcoomar Bodha, Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération régionale et du Commerce international de la République de Maurice

34^{ème} Conseil de Ministres de la COI

6 mars 2020

Seychelles

Excellence, Vice-Président de la République des Seychelles et Président en exercice du Conseil des Ministres de la Commission de l’océan Indien,

Exceclence, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Chargé de la diaspora de l’Union des Comores,

Excellence, Secrétaire d’État auprès du ministre de l’Europe et des Affaires étrangères de la République française,

Excellence, Ministre des Affaires étrangères de République de Madagascar,

Monsieur le Secrétaire général de la COI,

Mesdames, Messieurs, membres observateurs auprès de la COI,

Excellences, Mesdames, Messieurs, membres du corps diplomatique, membres des organisations d’aide au développement et des partenaires techniques et financiers,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Bonjour, permettez-moi d'abord de présenter les excuses de SE le ministre Bodha qui n'a pu être présent aujourd'hui. Il a été retenu au pays pour les affaires d'état. Il m'a chargé de vous présenter ses compliments et de vous souhaiter une réunion fructueuse.

Je voudrais aussi exprimer ma gratitude et reconnaissance au gouvernement de la République des Seychelles et aux autorités seychelloises pour leur accueil chaleureux et l'hospitalité accordée à l'hospitalité mauricienne depuis notre arrivée à Beau Vallon.

Mesdames et Messieurs,

Après notre rencontre fructueuse de Moroni, nous voilà réunis ici pour donner une nouvelle impulsion à la Commission de l'océan Indien.

Après 35 ans d'existence et sous la férule de la Présidence seychelloise, nous avons revisité *l'Accord de Victoria*. Cela me fait immensément plaisir. Cela nous augure des bonnes perspectives dans la mesure que nous voulons redynamiser, consolider et moderniser les assises de la COI pour un avenir meilleur et prospère.

Monsieur Le Président, je peux vous rassurer du support de Maurice dans cette démarche.

Au-delà du partage d'un destin commun avec l'étranglement de nos marchés, notre vulnérabilité face aux changements et les aléas climatiques nous avons aussi, des différents niveaux de développement économique et social.

Tout ceci nous interpelle. Nous devons serrer nos coudes et faire face à ses défis et devons devenir plus créatif dans nos recherches de solutions pratiques à ces problèmes.

Je n'ai pas de doute que nous atteindrons les objectifs que nous sommes fixés.

La COI aujourd'hui est appelée à jouer un rôle prépondérant dans le développement durable et prospère de nos Etats membres.

Au travers des axes de coopération que la COI s'est dotée, à savoir :

- La coopération diplomatique et commerciale ;
- Le développement durable ;
- Le développement d'identité culturelle régionale,

La COI est devenue une organisation politiquement et stratégiquement incontournable dans cette partie du monde.

Le nombre de demande d'adhésion au statut d'observateur est flatteur et ne cesse d'accroître.

C'est dans un esprit d'ouverture et de renforcement de nos capacités institutionnelles que nous devons examiner ces demandes tout en préservant notre identité indianocéanique.

Monsieur le président, Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs, il est temps que nous nous tournions résolument vers l'avenir.

Quand je parle de l'avenir, j'ai en tête :

- Primo, le développement d'une économie bleue durable ;
- Secondo, le renforcement de nos capacités dans le domaine de la sécurité maritime ;
- Tertio, la promotion d'une agriculture durable aux bénéfices de la région ;
- Quatrièmement, la mise en commun des moyens techniques et financiers, pour la promotion de la production des énergies renouvelables.

Tout cela ne serait que des aspirations utopiques si nous négligeons l'aspect de la connectivité, que ce soit numérique, maritime ou aérienne.

Nous avons foi en la COI. Je vous rassure Monsieur le Président que nous réussirons, même si nos aspirations sont mises en œuvre sur une base de géométrie variable.

Mesdames et Messieurs,

Sous la Présidence Mauricienne nous avons accepté de revoir les fondements de notre organisation. L'exercice est en cours.

Cela provoquera dans les jours et mois à venir des résistances. C'est tout à fait normal. Le changement du "*mindset*" est dure. Le sentier paraît difficile à construire.

Mais comme décideur et ayant à cœur l'intérêt suprême de nos peuples, je fais un appel solennel au conseil des ministres et à nos partenaires en développement de recalibrer les moyens financiers mises à la disposition de notre organisation afin que notre organisation puisse opérer en suivant et respectant les meilleurs pratiques de bonne gouvernance.

Les travaux de l'équipe INCA sur le redressement de la situation financière et restructuration progresse dans la bonne direction. Mon souhait le plus ardent est que la COI puisse passer le test des neuf piliers et devienne éligible a la convention de financement.

La démarche régionaliste dirais-je nous incite à trouver une articulation entre l'Afrique et l'Asie. Le choix est à nous.

Sommes nous prêt à faire le bon vers le future et le progrès ou allons-nous isoler dans l'étroitesse de nos frontières.

A ce titre, nous devons poursuivre nos efforts à renforcer la coopération économique et commerciale de la région.

Nous devons aussi nous munir des mesures d'accompagnement afin qu'on puisse assurer un développement et une croissance qui serait à la hauteur de nos ambitions.

Mesdames et Messieurs,

Nos pays dépendent fortement de l'océan pour la plupart de leurs exportations et importations. Environ 50% du transport mondial de pétrole et 40% du gaz empruntent la route de l'ouest de l'océan Indien. 30% du commerce mondial et 50% du trafic en volume des conteneurs sont gérés par les ports frontaliers de la région. L'insécurité maritime pourrait ainsi compromettre considérablement le commerce régional et mondial.

Dans ce contexte et en collaboration avec la COI, Maurice a accueilli deux conférences ministérielles sur la sécurité maritime en avril 2018 et en juin 2019. Les deux déclarations adoptées par les conférences sur la sécurité maritime ont abouti à une feuille de route contenant 55 recommandations, dont environ la moitié ont été déjà mises en œuvre.

J'ai le plaisir de vous annoncer que Maurice accueillera la troisième édition cette année et un Sommet sur la sécurité maritime en 2021. Je saisis cette occasion pour inviter tous nos États membres d'assister et contribuer aux succès de la 3e Conférence ministérielle prévu au mois de juillet 2020.

C'est avec un sens de devoir accompli que Maurice a passé la présidence du Groupe de Contact sur la Piraterie au large des côtes Somaliennes au gouvernement de la République du Kenya. Son Excellence Mme Monica Juma, Ministre de la Défense nous a rassuré de l'engagement de son gouvernement à contenir la piraterie et à contribuer à faire de l'océan Indien une zone de paix.

Par la même occasion, elle a réitéré le souhait de doter le Groupe d'un secrétariat permanent au sein de la COI et a même promis de mettre à la disposition de ce secrétariat un expert en la matière.

Mesdames et Messieurs

La connectivité régionale et la fracture numérique sont également des préoccupations majeures pour nos îles dans ce monde sophistiqué, interconnecté et ultra-compétitif. Nous vivons à l'ère de l'information où l'accès à Internet est devenu un élément central de la communication, du partage d'informations, des échanges économiques, des investissements, ainsi que de l'éducation, de la recherche et de la formation.

Je tiens à féliciter l'initiative qui a été menée par la COI notamment le «*MElting PoT Indianoceanic Submarine System* », mieux connu sous le nom de METISS qui est un projet unique et typique de l'océan Indien visant à connecter la région et à déployer des infrastructures ouvertes et partagées en Afrique continentale. Nous attendons la réponse Sud-Africaine pour démarrer la pose de câbles de Maurice à l'Afrique du Sud.

Mesdames et Messieurs,

Les secteurs de la pêche et l'aquaculture contribuent énormément à la santé nutritionnelle et à la sécurité alimentaire. Il convient d'améliorer la gestion des ressources halieutiques aux niveaux régionaux, national et communautaire afin de prévenir la perte d'écosystémiques.

Mesdames et Messieurs,

Pour conclure, je voudrais souhaiter à toutes les délégations présentes à ce Conseil des Ministres des travaux enrichissants pour l'avenir de la COI.

Merci pour votre attention.